

La ville accueillante

Au départ¹

En 2010 j'ai commencé à spécialiser mon enseignement en école d'architecture sur la question des risques majeurs, dans le cadre du DSA Architecture et Risques Majeurs de l'ENSA Paris Belleville (DSA-ARM - ENSAPB). Cette question était à l'origine abordée essentiellement par la technique - calculs parasismiques et para cyclonique essentiellement- mais on a vite compris que ce qui mettait le plus les gens en situation de risque était la précarité dans l'habitat, quand 30% de la population mondiale habite dans des quartiers précaires.

Dans cette formation dont je suis maintenant le directeur pédagogique, si les volets liés aux inondations, aux ouragans, aux tremblements de terre continuent à être des fondamentaux, il y a aussi maintenant tout un volet sur l'"après catastrophe" en général. La misère est une catastrophe qui peut affecter les gens, et les amener à habiter dans des habitats dégradés qui les mettent en danger à divers degrés. Les quartiers spontanés sont presque toujours implantés dans des endroits où personne ne voulait aller parce que les plus exposés aux risques : soit en bord de mer quand il y a des risques de tsunami, dans les vallées quand il y a des risques de glissements de terrain, sur le plateau désertique si on prend l'exemple de la Bolivie. La question de l'habitat précaire ou spontané est intrinsèquement liée à la notion de risques.

En 2015 nous avons compris qu'une agence architecture ne pouvait pas faire certaines choses, notamment faire de la maîtrise d'ouvrage ou lever des fonds. On a donc décidé de créer une association à côté de l'agence d'architecture qui a repris le nom d'une émission de radio que l'on faisait sur radio Libertaire au début des années 2000 : Actes & Cités². Cette association travaille pour la dignité à travers le cadre de vie. On a d'abord travaillé en Haïti, au Pérou, dans des pays à économie faible avant de prendre conscience qu'il y avait en France des bidonvilles où il était urgent d'agir. On a d'abord travaillé dans des bidonvilles d'Île-de-France et quand il y a eu la crise de l'accueil à Calais et Grande-Synthe, on a commencé à travailler dans les « jungles » de Calais et Grande-Synthe. Avec les étudiants du DSA ARM³, nous avons réalisés des relevés techniques, architecturaux et anthropologiques des lieux, des relevés de risques, et nous avons mis en place des cahiers d'intervention possible à l'intention des habitants ou des associations. A Grande-Synthe nous avons étendu ce concept parce que le maire voulait accueillir des migrants mais n'avait pas forcément la capacité de le faire. Nous avons créé un projet de recherche qui s'appelle la Ville Accueillante pour savoir comment accueillir des gens en grand nombre dans une ville, quand les capacités d'accueil classiques de cette ville sont dépassées. Notre équipe de recherche a rassemblé l'anthropologue spécialiste des camps Michel Agier, le géographe Michel Lussault, le chercheur des questions humanitaires Michael Neumann, la sociologue Valérie Foucher Dufoix,⁴, L'idée est de faire un état des lieux pour pouvoir proposer des modalités d'action pour mettre en place la Ville Accueillante...

Les rôles de l'architecte dans les situations précaires et/ou tendues

Dans les conditions précaires, l'architecte a trois rôles nécessaires :

D'une part il a une fonction de regard. Il est le premier de ceux qui peuvent représenter les lieux, les cartographier, les nommer, comprendre comment ils sont vécus, leur donner une identité. C'est la première chose donc que l'architecte peut faire : documenter. Documenter pour que les choses soient connues, identifiées, rationalisées ; documenter pour qu'on puisse parler et réfléchir sur les choses sans images vagues ou floues,

¹ Cet article est issu d'un entretien réalisé avec Chloé Vermeulin dans le cadre de son mémoire de fin d'études à l'Ensci- Les ateliers. (<http://life-is-good.vermeulin.com/#>)

²<http://www.actesetcites.org/>

³ J'ai encadré les étudiants avec Pascal Chombart de Lauwe, Laurent Malone et Marie Aquilino

⁴ Ainsi que l'architecte humanitaire Amalle Guallezze, l'urbaniste Dorothée Boccara, l'architecte Olivier Leclercq, le photographe Bruno Fert...

alternativement idéalisées ou caricaturées. C'est le rôle des architectes dans de tels quartiers et c'est très important parce que souvent ces lieux ne sont pas documentés. Le quartier spontané doit être reconnu pour ce qu'il est. L'architecte le représente pour ce qu'il est, le dessine, lui donne une identité, et c'est très important. Par ce qu'au départ, un camp, c'est juste un magma, une jungle et comme on dit, « on ne rentre pas dans la jungle, c'est dangereux la jungle ». Mais si on commence à la représenter, si on commence à la dessiner et à en dresser le plan – il faut toujours qu'il y ait un plan –, on peut rentrer dedans sans se perdre. C'est un quartier de pauvres, la jungle. C'est le quartier des plus pauvres.

Le deuxième rôle est très technique : l'architecte, par ses connaissances et son expérience, peut faire baisser les risques dans les quartiers, de diverses manières. Il sait reconnaître un sol qu'il faut renforcer, une toiture qu'il faut mieux fixer, des lieux qui risquent de favoriser l'incendie ou d'être submergés à la prochaine tempête, il peut aider et informer sur les meilleures manières de régler les questions sanitaires ou les questions de ventilation.

Le troisième rôle est celui qui semble le plus classique maintenant, c'est projeter. Travailler avec les gens sur le devenir des lieux, mais le faire dans une approche partagée. Le grand ennemi c'est le top Down. Nous sommes pour le bottom up, c'est-à-dire que tout le monde participe aux ateliers de conception pour mener le projet vers ce que veut le collectif dans une forme de maïeutique Socratique.

Des éléments de méthode

Effectivement, on s'est longtemps appuyé sur le schéma de la pyramide de Maslow qui est un outil d'analyse des besoins humains inventé dans les années 1940. Elle est structurée selon l'idée qu'il y a plusieurs niveaux de besoins et qu'il faut d'abord satisfaire les besoins basiques avant de satisfaire les besoins supérieurs, le besoin ultime étant défini comme celui de l'accomplissement personnel.

La base, ce sont les besoins physiologiques : la faim, la soif, la survie, la sexualité, le repos l'habitat.

Ensuite viennent les besoins de sécurité : se sentir en sécurité, faire confiance.

Ensuite, c'est le besoin d'appartenance, d'être aimé, écouté, compris, estimé des autres, avec tout en haut le besoin de s'accomplir.

Mais le problème de ce schéma, que beaucoup de gens ont en tête plus ou moins consciemment, c'est que cela ne marche pas comme cela. Tout le monde a besoin de tout. Même dans la précarité, vous avez besoin de vous accomplir, vous avez besoin d'être estimé. Assurer les besoins physiologiques ne suffit pas. Ce sont ces erreurs qui ont amené au fait que les habitants de la jungle de Calais l'ont toujours préférée aux solutions « aux normes » proposées par le gouvernement. D'une certaine manière, la misère qui prévalait à la fin dans le camp de la Linière à Grande-Synthe provenait également de ce types d'approche trop limitative.

Plusieurs analystes disaient : « ce modèle est obsolète mais je ne sais pas par quoi le remplacer ». Un groupe de chercheurs a inventé le cercle de Stevenson. L'idée du cercle de Stevenson et de faire un peu évoluer cette pyramide de Maslow et de dire : « il y a six besoins physiques, six besoins psychiques qui doivent être remplis pour chacun. Ils ne se rangent pas en pyramides les uns au-dessus des autres, mais en cercle comme autant de besoins qu'on doit remplir de manière relativement équivalente. Les besoins physiques sont la sécurité, l'hygiène, la nutrition, l'adaptation et la mobilité. Les besoins psychiques sont la cohérence, la réflexion, la reconnaissance, l'échange et la réflexion. Le cercle de Stevenson se veut être le schéma des organisations dites "bienveillantes". Il y a une forme d'équivalence entre tous les besoins, on doit tout assurer, au maximum, pour que les gens soient bien. Après, on peut aller évaluer dans le détail si ça va plus ou moins bien.

Or, si on l'applique à l'accueil des migrants tel qu'il se pratique en France, on voit que pratiquement aucun des besoins humains définis par le cercle de Stevenson n'est rempli.

Pour le besoin d'affection, le migrant va trouver de l'hostilité.

Pour le besoin de sécurité, il va se battre ; comme tout le monde dans la précarité infâme, les gens se battent entre eux, on l'a souvent vu.

Pour le besoin d'hygiène, on ne leur donne pas accès à des douches.

Pour le besoin de nutrition, on leur donne les invendus des supermarchés qui a priori ne sont pas très bons.

Pour le besoin d'adaptation, il n'y a pas de toit pour les gens.

Pour le besoin de mobilité, ils sont bloqués par les frontières.

Le besoin de reconnaissance, est nié par l'invisibilité qui est imposée aux migrants, c'est réfléchi pour les faire disparaître de l'espace public.

Et pour le besoin de réflexion, ils ne vont pas à l'école....

Souvent les choses sont pensées dans l'urgence et donc ne sont pas bonnes au final.

L'idée est que le cercle de Stevenson vienne se substituer au triangle de Maslow. On a donc essayé d'inverser tous ces faits en se disant que la ville accueillante serait cette ville qui serait bienveillante et qui, d'une certaine manière, répondrait à toutes ces demandes, ou tendrait à y répondre. Par exemple pour l'échange, c'est l'implication des associations ; affection, partage des cultures, pacification de la ville. Tout est retourné pour en faire un plus pour la ville. Parce que l'autre chose que l'on a comprise à travers cette recherche, c'est que faire un camp sans aider les gens qui habitent déjà sur place est une erreur. Si on construit un lieu d'accueil, il faut dans le même temps construire quelque chose pour les habitants du quartier. Sinon, ils vont juste voir la charge supplémentaire qui leur est imposée et dire que cela ne va pas.

La deuxième chose ce sont les trois cercles du développement durable, issus du rapport Brundtland de 1987 sur le développement durable ⁵. Le développement durable n'est pas seulement l'écologie, le développement durable est à la croisée de trois choses : de l'économie, de l'écologie et du social. C'est ce croisement qui permet de garantir le développement durable.

Si vous faites de l'écologie et que vous négligez l'économie, vous allez générer des faits contre-productifs qui seront pire pour l'écologie; c'est pour cela qu'il faut le voir comme une globalité.

À Grande-Synthe, plein de choses se sont créées. La plus connue c'est que les enfants ont été accueillis sans conditions à l'école publique du coin, même si au final, ils ne venaient pas tous. C'était quand même un des axes forts de la politique, et un des plus visible au quotidien. Après, ils avaient été invités à jouer à la fête de la musique, il y avait un groupe du coin qui était allé jouer devant la mairie. Il y a eu des tas de petites initiatives de ce genre. Il y avait beaucoup de gens, des associations locales qui venaient. Malheureusement cela a été une expérience interrompue trop brutalement.

Voilà les méthodes de réflexion.

Vers la Ville Accueillante

La ville actuelle, dans sa facture contemporaine, ne sait plus accueillir alors que les dérèglements climatiques, les différentes crises sanitaires et sociales font que les phénomènes d'arrivée en nombre de personnes précarisées dans les villes sont appelées à se produire de plus en plus souvent. Cela peut être des migrants mais pas uniquement. Les grands incendies dans le sud de la France, en Californie, les phénomènes de submersion marine, les glissements de terrain, les inondations massives, les épisodes méditerranéens et les lames d'eau convectives qui vont avec, les crues cévenoles, les mini tornades, les sécheresses extrêmes...tous ces phénomènes sont amenés à se multiplier et vont déloger de manière brutale des populations de plus en plus nombreuses.

Ces risques qui se déclenchent entraînent des mouvements importants de populations et imposent de réfléchir à ce qu'est la ville. Or la ville actuelle s'est mise en forme aux XIXe et XXe siècles, dans une société capitaliste où les valeurs foncières étaient extrêmement importantes. La ville actuelle se fait sur des logiques foncières inscrites dans le temps long, dans des principes de grande stabilité.

La ville accueillante serait une ville capable de rebondir, de réfléchir, d'intégrer les gens comme ils arrivent. Nous avons travaillé à donner une forme de classement des différents besoins par rapport à ces cercles d'analyse en radar, et cela nous a amené à un certain nombre de scénarios.

⁵ Le rapport Brundtland est le nom communément donné à une publication, officiellement intitulée Notre avenir à tous (Our Common Future), rédigée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies, présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. (NdE)

À travers nos recherches, nous avons inventorié six scénarios possibles de l'accueil. Chacun de ces scénarios, a été évalué par rapport aux différents besoins issus des cercles de Stevenson ainsi qu'à ceux du développement durable ; par rapport à la question écologique, par rapport à la question économique, par rapport à la question sociale. On peut faire varier le nombre de scénarios mais cela permet d'avoir un regard un peu critique sur le travail qui est fait, sur la manière dont on répond à ces différentes lignes du cahier des charges.

– Le premier scénario est de faire avec ce qui est là, c'est-à-dire, par exemple, d'investir des bâtiments abandonnés ou non utilisés. Ce serait la première solution. Souvent ce sont des bureaux, cela peut être des usines ; il faudrait donc inventer des systèmes pour accueillir les gens dans ces lieux-là.

– Le deuxième scénario est une variante du premier, et consiste à accueillir les gens dans des bâtiments de logements. On s'était posé la question à Grande-Synthe, où se trouvent des tours qui vont être détruites dans le cadre des projets ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) ; on s'était posé la question d'inventer l'accueil dans ces tours.

Inventer l'accueil, ce n'est pas proposer uniquement du logement mais c'est aussi proposer tout un éventail de services qui vont avec, ainsi que des choses qui favorisent certaines dynamiques. Je pense notamment à des résidences d'artistes un peu comme aux Grands voisins, où il y a un mélange, une sorte de cercle vertueux qui se met en place.

– Le troisième scénario serait de simplement sécuriser les quartiers spontanés. Si des gens ont construit des bidonvilles, aller les sécuriser. Faire en sorte que les camions de pompiers puissent y entrer, faire en sorte que si une maison brûle tout ne brûle pas et travailler là-dessus comme une forme d'accompagnement. Ramasser les poubelles, amener l'eau et l'assainissement, l'électricité.... C'est une forme de politique de développement durable. Près d'un tiers de la population mondiale vit dans des quartiers informels, des bidonvilles et seulement un pour cent des architectes s'occupent de ce type de logements. Le véritable chiffre est plutôt de l'ordre de 0,01 % des architectes.. On a donc un énorme pan urbain dont personne ne s'occupe, que personne ne veut penser.

– Le quatrième scénario consiste à construire des quartiers d'accueil. Inventer de nouveaux quartiers qui seraient bien intégrés dans les villes, qui seraient reliés à elle, qui vivraient avec elle, mais qui auraient pour particularité de pouvoir être construits et déconstruits très rapidement. Il y a toujours cette idée que les gens arrivent en masse mais peuvent aussi partir. Au niveau réglementaire, il y a ce fameux article R421 5 du code de l'urbanisme qui autorise à construire des logements pour des migrants sans aucun contrôle pour une durée d'un an maximum. L'idée est de proposer les choses pour un an et de dépasser ce terme si besoin, c'est possible. Et ce qui est intéressant dans cette idée d'une ville qui se construit rapidement et se déconstruit rapidement c'est qu'on peut rentrer dans des logiques de développement durable. La particularité d'un tel quartier, c'est qu'on sait qu'un jour on pourra le démonter si on le veut.

– Le cinquième scénario est de créer un réseau de maisons d'accueil dans la ville, de petits bâtiments. La maison du migrant est un concept qui avait été inventé par diverses associations du nord de la France en 2013, coordonnées par la plateforme de services aux migrants. Cette maison du migrant est d'échelle relativement petite, destinée à accueillir 30 à 50 personnes, et on y trouve toute une série de services : des conseils juridiques, des laveries, une salle de jeux, une salle pour apprendre, des ateliers, etc. Ces services s'adressent non seulement aux migrants, mais à tous les habitants des quartiers où les maisons sont implantées. L'idée est pratiquer une sorte d'acupuncture urbaine en créant ces petites maisons d'accueil et en les implantant à différents endroits de la ville. Une telle maison a été mise en place dans le sud de Paris en 2019.

– Le dernier scénario est une autre approche du développement durable, qui consiste à dire : on construit de grands bâtiments avec des grands plateaux en béton qu'on utilise aujourd'hui comme logements mais que demain on pourrait utiliser comme bureaux, ou comme écoles, ou toutes autres nécessités avec des modifications mineures. L'infrastructure demeure, le bâtiment peut évoluer dans ses usages.

Parmi ces six scénarios, quel est le meilleur ? Ils sont tous assez bons. Moins on utilise d'énergie, plus on est dans des logiques de développement durable, mieux c'est. Personnellement j'aime bien celui où l'on utilise des bâtiments vides. J'aime bien aussi celui où on laisse se construire des quartiers précaires pour les consolider

après, en mettant en place une forme de droit qui va les consolider et leur permettre d'évoluer. Ces politiques qui ont été mises en œuvre notamment en Colombie ou au Brésil ont au final assez bien fonctionné. On sait maintenant qu'il ne faut pas détruire un bidonville entièrement. Dans un bidonville, il y a toute une forme d'économie créée, des réseaux sociaux, des réseaux amicaux, des réseaux humains, des réseaux économiques ; et en détruisant le bidonville, on casse ces réseaux et on oblige encore les gens à repartir de zéro. À chaque fois qu'on détruit un bidonville on repart à zéro. Mais quand on le laisse se développer, prendre forme, il développe des architectures, une attention aux détails, une attention à tout. Donc reconnaître les bidonvilles et leur donner les moyens de se transformer en une ville normale, — je ne sais pas ce qu'est une ville normale d'ailleurs —, de devenir autre chose selon ses besoins, c'est aussi une bonne piste, une piste importante. Il faut toujours se souvenir que Rome, à la base, c'était un bidonville, que Venise à la base c'était un bidonville, que ces villes se sont solidifiées, sont devenues des villes symboles de la Renaissance et de la culture européenne. Ces villes à la base étaient des bidonvilles.

J'aime bien aussi cette idée de créer un bâtiment plutôt lourd dans sa structure et dont les usages peuvent évoluer. Les petites maisons de quartier d'accueil, je pense que cela fonctionne assez bien aussi.

On a donc un assez large éventail. Il y a ces six scénarii qui permettent de penser ce que pourrait être la ville accueillante, et pour l'instant je n'en ai jamais vu d'autres. Après on peut se dire qu'on peut les mélanger, les combiner... La condition urbaine est suffisamment complexe pour qu'on se donne le choix de tout. Inventer des quartiers qui soient sur des logiques différentes, un maire Europe-écologie les Verts y est assez sensible. Le maire de Grande-Synthe Damien Carême avait préféré les quartiers d'accueil. Ce qui consiste à dire : on revient sur l'ancien site pour construire quelque chose qu'on reconnaîtra, qui fera partie de la ville.

Ce qui fait plaisir, c'est que le maire de Grande-Synthe a tout de suite compris que c'était important pour sa ville de bien accueillir. Dans son dernier livre, il écrivait : « c'est un quartier de ma ville »⁶. C'est extrêmement important, c'est ce qui permet d'ouvrir beaucoup de cercles de réflexion. Jusque-là, les habitants de la Linière avaient le droit d'aller en ville, de bénéficier des services publics de la ville qui sont assez nombreux à Grande-Synthe.

Par ailleurs, on dit toujours que ce camp était trop enclavé mais c'est quand même l'endroit de la ville le plus proche du plus grand centre commercial de tout le Dunkerquois. Ce centre commercial a tiré bénéfice de la proximité du camp.

Au début, Médecins Sans Frontières avait aligné toutes les cabanes comme des boîtes de sardines. Alors on leur a dit : « attention, vous faites un quartier, un bout de la ville, il faut qu'il y ait un espace public, il faut que les maisons marchent par groupe, par cluster, pour développer les solidarités ». En tant qu'architectes on les a convaincus. Mon rêve idéal serait de convaincre le maire que ce quartier d'accueil est finalement une manière de faire de la ville qui vaut pour tout le monde. Il y a aussi cette idée de réinventer la ville à travers les initiatives des migrants. Ce que l'on conçoit, on le conçoit avec une garantie décennale comme tout architecte. Parler d'« architecture temporaire » est un non-sens. Même en droit français l'architecture temporaire n'existe pas. Quand vous déposez une demande à la Mutuelle des Architectes, on vous demande où est le site, qui est le maître d'ouvrage et globalement ça ne bouge pas.

On a su jouer avec les normes à Grande-Synthe. L'Etat ne voulait pas que ce camp se construise. Il avait donc sorti une règle existante en disant : « si vous construisez un hôtel, ils doivent tous être à 4 m les uns des autres ». Or, à 4 m, ça ne passait pas, le camp saturait complètement. On avait trouvé une ruse — c'est typiquement un travail que peut faire l'architecte et personne d'autre —, qui consistait à mettre des planches reliant les bâtiments, ce qui en faisait un seul et unique bâtiment global et nous épargnait l'obligation de faire ces fameux coupe-feux. Il est à noter que l'incendie qui a détruit le camp a été un incendie criminel : un groupe de personnes ont mis le feu systématiquement à toutes les maisons, une à une. L'incendie n'était pas du tout le résultat d'une faute de conception.

⁶ Damien Carême, Marylin Bauman, *On ne peut rien contre la volonté d'un homme*, éd. Stock, 2017.

JD : Je suis toujours très intéressée par la capacité des architectes à tirer parti des normes. Par exemple la loi de Letchimy : on peut désobéir aux règles mais sans être pour autant dans l'illégalité. Est-ce que pour intervenir dans ces quartiers il faut développer une habileté particulière pour jouer avec les non-dits des textes légaux ou bien est-ce la même habileté pour toutes les sortes d'architecture ?

CH : C'est effectivement quelque chose que l'on fait en tant qu'architecte. Lorsqu'on lit un plan local d'urbanisme, on va toujours aller chercher le détail, le petit article qui permet de construire différemment. En France nous sommes le pays de la norme et l'architecte se trouve toujours au croisement des normes. Quand on est confronté comme lui à la question de la production, on est obligé d'aller chercher le possible entre les cases. Le discours officiel justifiant notre présence dans le quartier qu'on aménage à Mayotte, c'est que nous sommes là pour les risques. Nous devons éviter les risques d'accidents qui mettraient le maire en défaut. C'est la porte d'entrée qui nous permet d'agir sur d'autres choses.

JD Vous repositionnez la pratique architecturale par rapport à un type d'habitat qui n'est pas forcément valorisé. Est-il cependant possible de travailler sur la qualité architecturale ? Cette ville spontanée est-elle aussi porteuse de formes pour d'autres quartiers de la ville ?

Par rapport à d'autres quartiers pensés sur des logiques foncières, sur des logiques géométriques, avec des architectes qui se placent toujours en démiurges, ça nous intéresse de voir ces quartiers qui se développent en fonction des besoins. A Mayotte, on a une architecture qui s'adapte aux besoins des habitants. Ce que l'on voit à Mayotte, c'est que dès qu'il y a des politiques de reconnaissance des quartiers spontanés où l'on se met à amener des réseaux, des cheminements, de l'électricité, la ville se développe, beaucoup plus riche et intéressante que celles des architectes d'avant. Outre des questions de sociabilité, elle intègre des activités économiques. C'est intéressant déjà pour la qualité de vie, mais aussi au plan du développement durable, du recyclable, que l'architecture puisse se reformer, se ré-écrire sur elle-même, ces notions de palimpseste, c'est à dire qu'elle se ré-écrit et puis se consolide peu à peu.

Après on a quand même besoin dans ces quartiers d'architectes pour accompagner les gens, pour susciter des prises de consciences sur un certain nombre de sujets, à commencer par les questions de risque, d'assainissements, et aussi sur des réflexions sur les manières de vivre ensemble, de faire du commun. C'est là que l'architecte, bien sûr avec l'anthropologue, le sociologue et l'urbaniste, a des choses à raconter aux habitants, l'exemple le plus classique étant le fait de préserver des espaces au sein du quartier pour faire du commun, des places, des lieux où on va se retrouver, des lieux qui sont vecteurs de la vie.

Actuellement on travaille à Mayotte sur le quartier de Kaweni, qui est un quartier spontané : on met en place des cheminements, des places publiques, des lieux de rencontres inspirés de l'architecture maoraise, qui sont des petites structures en bois dans lesquelles les gens se retrouvent. On fait avec le déjà-là. Il y a des maisons qui sont déjà implantées, et on vient glisser dans les interstices de cette ville, des cheminements, des réseaux, en faisant absolument avec. Ce sont des quartiers souvent bien pensés, en terme de développement durable, comme le bon endroit pour bien se placer par rapport à la rivière, l'endroit où on ne risque pas trop d'être placé sur un glissement de terrain...

Les architectes travaillent de manière différente, plus dans des logiques de maïeutique avec les habitants. Le croisement de l'architecture savante avec des choses qui sont littéralement produites par les habitants, c'est ce qui nous intéresse.

— JD : Dans les quartiers informels où les Kanaks se sont installés dans la périphérie de Nouméa, on retrouve ce souci de laisser entre les maisons des parcelles de terre où cultiver les légumes traditionnels. Si les bidonvilles situés autour de Nouméa sont considérés par les Blancs uniquement comme des habitats insalubres, les Kanaks les considèrent comme des lieux où ils peuvent vivre selon leurs valeurs communautaires, avec une organisation collective et un fort rapport à la nature, ce que ne leur permettent pas les constructions de type HLM. Là où l'existence de ces squats est présentée comme le résultat du manque de logements sociaux, certains prétendent qu'au contraire, ce serait la mauvaise qualité de vie proposée dans ces logements modernes qui aurait poussé des habitants à s'installer sur ces parcelles.

Est-ce que vous intervenez aussi comme conseil auprès des gens, par exemple pour quelqu'un qui voudrait agrandir sa maison ?

– Pour construire la maison ou adapter le quartier, on part de la question du risque, qui est le premier déterminant. Les parcelles libres sont quand même les parcelles les plus à risque, exposées à des glissements de terrain ou mal exposées par rapport au vent, ou au cours d'eau, il y a tout un travail pour faire remonter ces problèmes et pour diminuer les risques. On accompagne les gens pour leur donner une meilleure compréhension des questions de risque. On part de la question des risques, croisés avec la question des usages. A Mayotte et à Calais, on a mis au point un petit manuel de construction à disposition des habitants pour qu'ils comprennent les risques auxquels ils sont exposés, le premier étant celui de l'incendie : on leur conseille de mettre en place des coupures tous les x maisons pour que si ça brûle l'incendie ne se répande pas dans tout le quartier... Le risque a aussi un intérêt par rapport aux politiques qui ont du mal à justifier leurs interventions dans ces quartiers spontanés auprès de leurs électeurs. Nous disons au maire « c'est vous qui êtes exposé au plus gros risque, parce que ces gens, s'il leur arrive malheur, auront selon les textes de bonnes raisons de se retourner contre vous ». Cela nous permet de générer un certain nombre de choses.

JD En Nouvelle-Calédonie, les tribus kanakes ont un certain nombre de savoir-faire constructifs qu'ils mettent en œuvre dans leurs tribus : non seulement les charpentes sont construites collectivement, mais elles expriment l'organisation collective ; et lors des cyclones, les poutres des charpentes sont soutenues à bras le corps en fonction du sens des vents, ce qui leur permet de bien résister. Est-ce qu'il y a à Mayotte des spécificités techniques qui se retrouvent dans les constructions de ces quartiers spontanés ?

CH : A Mayotte il y a eu malheureusement une forme de perte de savoir-faire. L'île a vu sa population se multiplier par 10 sur les 30 dernières années. La densité a augmenté et certains savoir-faire se sont perdus. Il existe un mode de construction de la case mahoraise traditionnelle à base de pisé, de bambou avec des peintures, mais, ces dernières années, dans ces quartiers spontanés, il y a eu aussi une pratique néo vernaculaire : c'est une écriture architecturale vernaculaire, mais qui s'invente à partir des matériaux de maintenant. Ils n'arrivent plus à faire des maison en terre avec du bambou, c'est la tôle qui a pris la place. Il y a une forme de savoir faire mais qui connaît ses limites. Ce qui nous intéresse ici c'est d'aller interroger ce néo vernaculaire.

Ce n'est pas sans intérêt pour nous, architectes : les constructions en tôle ont, par exemple, un meilleur comportement thermique que les constructions en parpaings ou en béton. Globalement, il fait plus frais dans une maison en tôle, elle est mieux ventilée. Par ailleurs, l'intérieur de ces maisons est très surprenant : on peut y trouver des sols carrelés, des peintures aux murs, des **cloisons très bien faites**, parfois même de la climatisation. C'est une sorte de néo-savoir-faire lié à l'histoire particulière de Mayotte. Par contre, il est dommage que certaines techniques soient ignorées, par exemple la nécessité des murs de soutènement. C'est pour cela qu'on aimerait en effet qu'il y ait des architectes sur place, pour conseiller les gens.

JD : L'architecte burkinabé Francis Diébédou Kéré qui a coconstruit nombre de bâtiments avec les habitants, pratique une combinaison entre l'architecture traditionnelle en terre et des techniques plus contemporaines ; par exemple, en dotant les maisons en terre de fondations en béton, pour les protéger des crues et des accidents météorologiques tout en gardant la technique de construction en terre pour les murs. Cela revient à intégrer, dans les savoirs traditionnels connus des gens, des connaissances architecturales. Avez-vous le temps et les moyens de pratiquer des apprentissages de ce type ?

CH : C'est effectivement ce qui m'intéresse dans le rôle de l'architecte aujourd'hui : être dans ce rôle de maïeutique, en tant que « sachant », pour aider les gens à faire mieux. Mais c'est un rôle d'accompagnement et nous n'en avons pas les moyens. Ce sont des choses que nous avons vues à l'œuvre en Haïti : là-bas, il y avait un architecte-conseil (Michel Ragon l'appelait un architecte aux pieds nus) sur place et capable de conseiller les gens dans leur architecture et leurs productions de logements, dans l'ensemble de leurs constructions. Nous avons demandé plusieurs fois un financement de la Fondation de France, mais nous ne l'avons pas obtenu et il n'y a là-bas pas d'architecte vivant sur place.

Il y a encore un contexte très colonial à Mayotte : la haute administration est entièrement blanche, issue de la métropole. Tous ces facteurs nous mettent dans une position difficile pour co-produire avec les gens.

JD : On sait que la figure du migrant n'est pas simple à accepter, et vous défendez l'idée qu'il ne faut pas seulement bien construire un accueil pour les accueillis, mais qu'il faut aussi penser aux accueillants. Une

dimension importante de ce souci des accueillants est l'interaction avec le tissu économique existant. Comment faire participer des artisans sur place, des TPE par exemple, qui pourraient avoir à cette occasion du travail ? Comment s'instaurent ces relations ? Est-ce à votre initiative en tant que maître d'œuvre ou bien l'impulsion vient-elle des élus ?

CH : C'est effectivement très important. La première chose, c'est effectivement qu'une maison d'accueil doit offrir des services pour tous, et pas seulement pour les migrants. La condition de l'accueil est que l'on est au service de tout le monde, sinon cela ne marche pas. Ces pratiques sont connues dans l'humanitaire depuis longtemps. La deuxième chose, c'est effectivement le recours aux ressources locales. Il faut que tout le monde y trouve son compte. Sur l'île de Lesbos, le camp qui avait le mieux fonctionné et qui n'avait jamais de problèmes, était celui qui avait fait travailler tous les artisans du village.

A Grande-Synthe, le maire était impliqué. Il avait calculé que le camp engendrait la création de 40 emplois. Le camp était quasiment le plus grand employeur du territoire derrière Arcelor-Mittal. L'apport budgétaire du camp de Calais (si l'on comptait l'argent pour les aidants, etc) était de 16 millions d'euros. Malheureusement, les Calaisiens n'en avaient pas conscience. La position des habitants est très liée à celle de la mairie sur ces questions : à Calais la mairesse était contre, tandis que le maire de Grande-Synthe soutenait le projet et était soutenu par les habitants. A Calais, les seuls à soutenir les migrants étaient les chauffeurs de taxis, qui se faisaient beaucoup d'argent avec eux.

JD : La figure du migrant se retourne complètement : il n'est plus celui qui arrive et qui demande quelque chose, mais celui grâce à qui une nouvelle impulsion économique arrive. La relance de l'activité économique, c'est le nerf de la guerre. C'est comme cela qu'avait raisonné la ville de Riace lorsqu'elle avait accueilli des Kurdes en 2007, ce choix d'accueil avait redonné du travail à l'épicier, au traducteur, à l'instituteur...

CH : Cette approche est un peu le fait des pays du Sud, beaucoup de pays la pratiquent déjà : la Colombie, le Kenya... Cela induit une manière renouvelée de parler de la ville et de son espace démocratique. La figure du migrant, c'est celui qui arrive dans la ville en dernier, à un moment où tous sont déjà coincés dans des logiques foncières, pour obtenir un logement social ou une copropriété, quelque fois au bout de longues années. Il n'y a alors plus beaucoup de place pour des questions plus humaines et plus profondes. Le migrant, quand il arrive dans les villes, nous contraint tous à repenser la ville, dans une logique renouvelée de développement durable.

Comme le dit Michel Lussault, on ne fait que réinventer, c'est une société qui passe son temps à se réinventer. Les migrants nous posent des questions par rapport à cela, c'est l'étranger qui pose toujours des questions par rapport aux modes de fonctionnement. L'étranger arrive et il repose les fondements. Je pense que tous les gens qui ont envie d'aider les migrants, c'est qu'ils ont quelque part conscience de ça. Dans le sud des Alpes, au dessus de Saint Martin Vesubie, il est un col de 2.400 mètres que des centaines de juifs ont passé en 1943 dans une fuite malheureusement vaine. Une plaque commémorative y est apposée : « Passant, souviens-toi de ce qui arrive chaque fois que tu tolères qu'un autre ait moins de droits que toi. » Travailler avec des migrants c'est re-questionner cette question des droits parce que quelque part c'est de soi que l'on parle. Et je pense que c'est pour ça qu'il y a autant de gens qui ont cette passion de travailler avec des migrants parce que quelque part c'est eux-mêmes qu'ils aident en faisant cela. C'est important.







